

EUROPE

24,5 millions d'euros pour faire rayonner Strasbourg

Les signataires du contrat triennal Strasbourg capitale européenne mettent 24,5 millions d'euros sur la table pour financer des actions destinées à faire rayonner Strasbourg. Les projets devront être engagés avant fin 2023.



Une «mission Europe» a été instituée.

Photo DNA/Jean-François BADIAS

C'est la grande nouveauté de cette 14^e édition du contrat triennal. Un an après la signature de ce pacte renouvelé depuis les années 1980 et qui vise à financer et soutenir les ambitions et le rayonnement européen de Strasbourg, les fonds d'intervention sont désormais ouverts et les appels à projets sont lancés.

Le contrat est signé par l'État avec les quatre collectivités alsaciennes que sont la Ville de Strasbourg, l'Eurométropole, la Collectivité européenne d'Alsace (CEA) et la région Grand Est. D'habitude il finance les grands projets et infrastructures. Pour faire simple, les sommes sont inscrites et l'on observe trois ans plus tard le taux de réalisation en fonction du déroulé des programmes qui ont leur vie administrative propre : liaisons aériennes ou ferroviaires, routes, infrastructures culturelles, c'est souvent une liste à la Prévert.

Cette fois, il a été décidé, pour plus de souplesse, d'allouer, en sus de ces chapitres habituels, des fonds qui seraient attribués en cours de contrat à des structures qui proposeraient elles-mêmes des actions à financer sur la base

d'appels à projets.

Cette semaine, une courte réunion a été organisée pour marquer le lancement officiel des fonds d'intervention, actifs fin mars. Dans l'esprit, ce total de 24,5 millions d'euros, fait de cette édition 2021-2023 du triennal « un contrat de rupture », estime Jean Rottner, le président de la région, qui permet « d'ouvrir le jeu à toutes et tous ». Pour la maire de Strasbourg Jeanne Barseghian, il s'agit d'une étape qui permet « de monter d'un cran et qui répond à un besoin d'opérationnalisation ».

Ces fonds ont déjà été présentés, il s'agit de 9 millions d'euros destinés à des actions dans le domaine de la démocratie locale, neuf millions pour le secteur culturel et 5 millions d'euros pour la recherche et l'innovation. S'ajoutent à cela

1,5 million d'euros rattachés aux activités des membres de l'Agora, l'association mise en place par la Ville de Strasbourg pour fédérer les acteurs de l'Europe à Strasbourg et qui a succédé à la « Task Force ».

Gouvernance complexe

Pour gérer les appels à projets, une « mission Europe » a été instituée, elle est composée de cinq personnes désignées par les cinq signataires. Selon Patrice Herrmann, en charge des affaires européennes pour la CEA et à ce titre membre de la mission, une quinzaine de projets sont d'ores et déjà en cours de dépôt.

Une plateforme commune aux cinq signataires a été mise en place et l'on peut accéder aux cahiers des charges via les cinq sites internet des signatari-

res. Il s'agit d'appels à projets généraux, ouverts aussi longtemps que nécessaire. La gouvernance de la gestion et de l'attribution des fonds est présentée comme complexe. La mission assure la logistique du montage et du suivi des dossiers. Mardi, il a été expliqué aux potentiels porteurs de projets qu'ils pouvaient être accompagnés dans le montage de leur dossier et qu'il fallait évidemment que ces projets aient une forte tonalité européenne.

À titre d'exemple, le cahier des charges pour le fonds culturel liste plusieurs critères d'évaluation des candidatures parmi lesquels la qualité artistique du projet, le fait que le projet soit réalisé par des artistes et des équipes administratives professionnelles, mais il sera également évalué en fonction de la « valeur ajoutée quant à la promotion de l'Union européenne et des valeurs portées par le Conseil de l'Europe », ainsi que son caractère innovant ou encore « l'étendue du public touché et le lien avec le territoire ».

La mission gère les dossiers mais la décision d'acceptation sera prise au niveau des exécutifs des collectivités et au niveau de la préfecture. Et au final, les sommes seront évaluées par les assemblées sous forme de subventions à voter. Le contrat triennal s'achève fin 2023, les projets subventionnés devront être engagés d'ici là.

Olivier CLAUDON

LÉGISLATIVES 2022

Journal de campagne

■ Président du Comité de défense des travailleurs frontaliers (CDTF) depuis 1991, Jean-Luc Johannek sera candidat dans la troisième circonscription du Haut-Rhin, où Jean-Luc Reitzer, dont il a été proche, ne se représente pas.

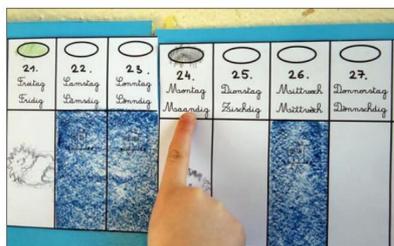
Agé de 68 ans, sans étiquette, il souhaite jouer les franc-tireurs à l'Assemblée, « en vérifiant que les lois présentées au parlement sont conformes au droit », mais aussi en se ralliant aux « bonnes idées », d'où qu'elles viennent. Ferrailant de longue date contre une administration qu'il juge sourde à ses interventions comme aux décisions de justice, il espère débloquer certains dossiers lo-

caux. C'est la troisième fois que Jean-Luc Johannek se présente aux législatives : il avait obtenu 11,6 % des voix en 1997 dans la quatrième circonscription de l'époque (cantons de Habsheim, Huningue et Sierentz), 10,6 % en 2002. Il devrait annoncer le nom de sa suppléante en début de semaine.

■ Louise Morel, candidate Renaissance dans la 6^e circonscription du Bas-Rhin (Molsheim-Obernai), aura comme directrice de campagne Manon Hirtz, qui était depuis quatre ans adjointe du chef de service de presse de l'Ellysé. Un territoire qu'elle connaît bien : Manon Hirtz est originaire de Bernardswiller.

CULTURE RÉGIONALE

Un appel en faveur du bilinguisme



Jours de la semaine écrits en allemand et en alsacien, à l'école bilingue ABCM d'Ingersheim. Photo DNA/Vanessa MEYER

Après son colloque organisé à Strasbourg le 7 mai dernier, la Fédération Alsace bilingue qui regroupe 24 associations, lance un appel pour l'avenir du bilinguisme en Alsace.

Les signataires de l'appel « revendiquent un bilinguisme collectif qui confère à la langue régionale une place pleine et entière dans le domaine social et culturel de la société alsacienne et une lisibilité dans l'espace public ».

Le texte définit la langue régionale comme « l'allemand sous sa forme standard et dialectale » et ajoute que « l'allemand sous sa forme standard doit à l'avenir en Alsace, com-

me ce fut le cas par le passé, avoir le caractère de langue régionale ».

Considérant que « les langues ne peuvent être séparées de leurs constituants sociohistoriques et socioculturels » les signataires réclament que « l'enseignement de l'histoire et de la culture régionales soit généralisé en Alsace et donné en langue régionale dans la filière d'enseignement bilingue ».

L'appel se poursuit par les demandes suivantes : que les dialectes soient associés, que l'école publique soit ouverte à l'enseignement immersif et que le réseau des écoles ABCM *Zweisprachigkeit* soit étendu.

ÉDITION

Des passions électorales et de leurs vertus

Laurent Pernot, professeur de lettres anciennes et directeur de l'Institut de grec de l'Université de Strasbourg, vient de publier *La Fièvre des urnes - 2500 ans de passions électorales*.

En matière de controverse politique comme de joute électorale, les passions paraissent d'autant plus suspectes qu'elles sont omniprésentes. « Quand elles sont là, elles font peur. On souhaite "dépassionner" le débat », note Laurent Pernot, dès le propos introductif de son dernier ouvrage, *La Fièvre des urnes*, paru fin mars aux éditions de l'Observatoire. On craint le « déchaînement des passions », et encore davantage quand il s'y ajoute une épithète : « déchaînement des passions... identitaires, nationalistes », etc.

Un processus authentique et fort

Crainte infondée, ou a minima hâtive, plaide l'auteur. Professeur de langue et de littérature grecques à l'université de Strasbourg, ainsi que membre de l'Institut de grec, Laurent Pernot, qui donnera une conférence sur le sujet le 18 mai à Strasbourg, ne craint

pas d'aller à rebours d'une vulgate très contemporaine : « La prise en compte du facteur irrationnel dévoile une forme de beauté et de grandeur, à l'opposé du *bashing* si répandu envers les élections. Ce n'est pas à dire que toutes les passions sont bonnes [...] Mais, dans son impureté même, le processus électoral est authentique et fort, en tant qu'il est façonné par l'implication personnelle et collective. »

Fonction cathartique

« L'idée de fond de mon ouvrage, confie encore l'auteur, c'est qu'en prenant de la distance, du recul historique, on saisit mieux la réalité du moment. » Fort de quoi, voici qu'il nous entraîne pour une promenade aussi stimulante qu'érudite, à travers « 2 500 ans de passions électorales » (sous-titre de son livre).

L'occasion de croiser Cicéron, Balzac, Shakespeare, Zola et John F. Kennedy, Homère et Sigmund Freud, quelques slogans anars de Mai-68 (« Il est douloureux de subir les chefs, il est encore plus bête de les choisir »), ainsi qu'une poignée de rappels étymologiques lumineux.

Latiniste ou non, qui se souvient que le mot « candidat » découle de la toge particuliè-



Laurent Pernot dirige l'Institut de grec de l'Université de Strasbourg. Photo Hannah ASSOULINE/Éditions de l'Observatoire

rement blanche (*candida*) que portaient les intéressés sous la Rome antique ? Soucieux d'être vus et reconnus lors de leurs déambulations sur le Forum (*ambire*), ils signifiaient par là même, au pied de la lettre, leur *ambitio* électorale. Et la trop grande humilité rapprochée naguère à Emmanuel Macron, on en parle ? Laurent Pernot note à raison que ce trait de caractè-

re fit défaut à Jacques Delors, chouchou de l'opinion fin 1994, mais refusant de candidater.

Orgueil, espoir, indignation, colère... Les passions sont non seulement inséparables de la polémique et de la joute politique, mais elles en constituent l'un des principaux adjuvants. Mieux : elles permettent la bienfaisante fonction cathartique du processus électoral.

« Les passions, résume Laurent Pernot, sont par nature ambivalentes, ce sont des forces mêlées. La leçon que j'en retire est une leçon optimiste : notre présent fonctionne plutôt bien – et je fais mienne la phrase fameuse de Churchill, "la démocratie est la pire des formes de gouvernement, à l'exception de toutes les autres qui ont parfois été essayées". »

Emmanuel DELAHAYE

La Fièvre des urnes, 180 pages, 19 €, éditions de l'Observatoire.

Laurent Pernot donnera une conférence ce mercredi 18 mai à 20 h, salle Pasteur, Palais universitaire (9, place de l'Université à Strasbourg), avec le soutien de la Collectivité européenne d'Alsace. Elle sera suivie d'une séance de dédicaces.

De Venise, la cité des Doges à Mantoue, bijou de la Renaissance

Vivez la Dolce Vita en croisière dans les villes emblématiques d'Italie du Nord: Padoue, Vérone et Crémone

7 JOURS / 6 NUITS • DU 26 JUIN AU 2 JUILLET 2022

TOUT INCLUS AU DÉPART DE STRASBOURG, COLMAR ET MULHOUSE :
ALLER / RETOUR EN AUTOCAR* ET TOUTES LES EXCURSIONS

690€ DE REMISE /pers.
1305€ au lieu de 1995€

DANS VOTRE AGENCE HABITUELLE OU AU :
Tél. 03 88 76 40 66 07 jours sur 7
www.croisieurope.com

Croisieurope
111 Le Département est garant pour un minimum de 20 participants, 20 semaines de pré-paiement, 20 jours avant le départ.
REF: VMA_TSP_Code tarif: DNAALSACE. Offre valable jusqu'au 20 juin 2022. #067000205 - Photos non contractuelles. © Hervé Oudin